L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 92 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
SAMEDI, 17 MARS 1888.

PETITES ANNONCES.

A. B. Philips, notaire, 5 Cond. Place, peut prêter sur hypothèque de $400 à $90,000. 20 déc—1an

DEMANDES D'EMPLOI.

UN Professeur, nouvellement arrivé et n'ayant pas d'occupation, offre ses services en cette qualité à une famille ou à une institution, en ville ou à la campagne. Il enseigne le français, l'anglais, l'espagnol, etc. Il ne demande qu'une juste rémunération que le logement et la table. S'adresser par lettres aux initiales G. O., bureau de l'ABEILLE. 20 déc—

DEMANDES.

ON demande immédiatement un bon FEUILLISTE pour une petite place de commerce. S'adresser E. B., bureau de l'Abeille. Répondre de suite ou Centrale Nursery, 99 Market St. Metairie, 7 cts. 16 mars—1 sem.

A LOUER.

A LOUER—La maison No 27 1/2, rue du Quartier, entre Bourbon et Dauphine. S'adresser No 91 rue de l'Esplanade.

A VENDRE.

A VENDRE, pour cause de départ, une épicerie et bar faisant de bonnes affaires dans le second district. S'adresser E. B. bureau de l'Abeille. 10mars—7j

A VENDRE—50 JUMENTS dans les prix de $20 à $40. S'adresser rue St. Charles, près de l'Exposition. 10 mars—7j

A VENDRE—Graine de coton (cotton seed hulls) délivrée sur voie de garage de chemins de fer.)

E. COURRIBET,
Enseigne Magnolia et Josephine.
4 mars—1m

ANNONCES POLITIQUES.

TICKET RÉPUBLICAIN.

GOUVERNEUR,
R. C. WARMOTH.
de Pointe Coupée.

LIEUTENANT GOUVERNEUR,
ANDRE WHEELER, Jr.
d'Orléans.

SECRÉTAIRE D'ETAT
JOHN HENRY PATTY,
de Ste-Marie.

TRÉSORIER,
E. F. FLANDERS,
de Lafayette.

AVOCAT GÉNÉRAL,
ROBERT RAY,
de Ouachita.

AUDITEUR,
JAMES WORTHY,
de Catahoula.

Election 17 avril 1888.

Attendu que le parti républicain a été voué à l'éducation de tout le peuple et est en faveur de toutes les tentatives qui permettent d'être faite pour placer l'instruction sur une base solide dans l'Etat de la Louisiane.

Attendu que la plus forte de sauvegarde de l'instruction publique n'a pas de caractère politique.

Attendu que sa la per-onne de l'éducateur, M. Breaux, dans la personne l'éducateur, M. Joseph A. Breaux, pour la direction de l'éducation publique dans cet Etat.

En conséquence nous soussignés, nous recommandons à notre électorat de voter pour le candidat républicain.

Nous applaudissons à la décision de la Convention de Chicago, en juillet 1884, prenant la question commerciale et la mise en vigueur de cette plateforme assurera efficacement le malaise ses institutions libres et libérales et du gouvernement populaire.

Nous condamnons les tentatives du commerce libre de l'administration du Président, du Congrès des Représentants, et l'organisation de la Chambre des Représentants à Washington qui a nommé pour speaker un champion du libre échange lequel a toujours combattu avec énergie et habileté de manière à hoste le comité des voies et moyens, et qui a toujours été un ferme partisan de toutes les industries protégées du pays et notamment celles de notre Etat—sucre, coton et le riz. Nous condamnons également nos représentants au Congrès pour l'organisation que nous condamnons.

Nous n'avons pas vu la nécessité de nous surprise

LA DERNIERE CONVERTIE DÉMOCRATIQUE

à Baton Rouge ignorer entièrement la question de protection aux industries, et, par sa présence, donner son approbation au Président, Cleveland, dont le message est la preuve manifeste de sa sympathie pour les tendances pro-anglaises de son administration, si cordiale accueil au Président, Cleveland, donc la preuve manifeste de sa sympathie pour les tendances pro-anglaises de son administration, si cordiale accueil au Président, Cleveland, donc

Croyant qu'il est du devoir du gouvernement national et du gouvernement d'Etat de favoriser national et de protéger les intérêts agricoles, manufacturiers ainsi que ceux de l'Etat, nous turiers ainsi que ceux de l'Etat, nous turiers ainsi que nous efforts pour obtenir une législation qui sauvegarde le principe américain de la protection pour toutes nos industries, en dehors de toute considération de parti, de place ou de localité dans le temps et dans le temps, et qui tende à développer et assurer au travail et au capital leurs droits et assurer au travail et au capital leurs droits et à les protéger contre la concurrence et l'intervention étrangères.

Nous dénonçons comme complète contradiction et fausseté des garanties données avec l'esprit et l'essence des garanties données avec l'esprit et l'essence ne et quinzième amendements à la Constitution des Etats-Unis les mesures et les prescriptions des Etats-Unis les mesures et les prescriptions du gouvernement d'Etat dans les affaires politiques dans la mesure en vigueur et de affaires politiques dans la mesure en vigueur et de but avéré de fait d'élection corruptrice dans le but avéré de fait d'élection corruptrice dans le but avéré de dangereuse dénie de libres citoyens américains.

Nous nous portons comme garants de l'adoption par le parti républicain d'une administration économique; nous condamnons le système en vertu duquel le parti démocratique a obtenu le pouvoir sur cette île faisant voter par le corps législatif—sur cette île faisant voter par le corps législatif—des allocations inexplicables, injustes, hors proportion avec les revenus de l'Etat et hors de toute proportion avec les revenus de l'Etat et hors de toute proportion avec les revenus, le règlement de la Dette d'Etat, tel qu'il a été reçu par la Constitution de l'Etat et déclarant que le règlement au nouveau de la dette soit fait pour le règlement au nouveau de la dette soit fait pour le règlement ment appliqué au but—surplus de la somme requise, et que la somme qui dépasse le montant requis, et que la somme qui dépasse le montant requis, soit affectée et consacrée à amortissement de cédé et servie à l'extinction de cédé et servie à l'extinction de la dette—et soit affectée et consacrée à amortissement de la dette—et soit affectée et consacrée à amortissement par le rachat des bons—Etat.

Nous insistons sur une administration et la protection de nos intérêts publiques dans toute l'étendue de l'Etat et nous nous engageons à apporter toute notre influence pour obtenir les fonds nécessaire pour les fonds publics qui sont toujours insuffisants et les fonds publics qui sont toujours insuffisants et les atteindre et les régulariser de telle sorte que notre atteindre et les régulariser de telle sorte que notre population soit toujours protégée contre les exactions population soit toujours protégée contre les exactions et les dépenses de ses tributaires.

Inondations du mississippi—Le bill des Congrès qui alloue la somme de $15,000, chiffre absurde, insuffisant pour la somme de $15,000, chiffre absurde, insuffisant pour tériers des Stations d'ingénieurs dans les différentes des Stations d'ingénieurs dans les différentes levée Rive. Nous recommandons à notre Législature levée Rive. Nous recommandons à notre Législature d'Etat d'y ajouter la somme nécessaire pour d'Etat d'y ajouter la somme nécessaire pour atteindre le chiffre de $25,000 et de prier à notre atteindre le chiffre de $25,000 et de prier à notre pour obtenir l'adoption du Bill d'instruction de pour obtenir l'adoption du Bill d'instruction de Blair.

Nous applaudissons à grand cœur l'immigration dans notre Etat, mais nous condamnons l'immigration dans notre Etat, mais nous condamnons l'immigration portation des travailleurs liés par un contrat, ce portation des travailleurs liés par un contrat, ce qui tend à abaisser les salaires des nôtres et à priqui tend à abaisser les salaires des nôtres et à priver ces derniers d'un emploi qu'ils occupent ver ces derniers d'un emploi qu'ils occupent maintenant.

Nous condamnons l'usage de la loterie des "convictes" en dehors des limites de la prison et nous demandons qu'on en use le moins possible en concurrence avec le travail libre.

Le parti républicain est le parti des travailleurs et cherche, avant tout, à protéger le labeur de ces derniers contre la concurrence du travail des esclaves, des peons, des ouvriers contractés et des étrangers importés. Pour arriver à ce but nous nous engageons à ne voter que pour ceux qui croient que le travail américain reçoit la protection qu'il mérite.

Nous dénonçons les grèves comme funestes et produisant l'anarchie; nous recommandons la conciliation qui doit intervenir entre le capital et l'ouvrier, et nous employé chez toute nation civilisée, pour ajuster les différends entre les patrons et les ouvriers.

Nous invitons nos concitoyens de la Louisiane, sans distinction de parti, à coopérer avec nous au maintien des lois et des autorités de l'Etat établies par le peuple souverain, et nous soumettons avec confiance dans l'arrivée au pouvoir de tes et confiance dans l'arrivée au pouvoir de ces principes libéraux, assurés que le peuple de cet Etat, impartial et la mise en vigueur de cette plateforme assurera efficacement le malaise ses institutions libres et libérales et du gouvernement populaire.

Nous condamnons les tentatives du commerce libre de l'administration du Président, du Congrès des Représentants, et l'organisation de la Chambre des Représentants à Washington qui a nommé pour speaker un champion du libre échange lequel a toujours combattu avec énergie et habileté de manière à hoste le comité des voies et moyens, et qui a toujours été un ferme partisan de toutes les industries protégées du pays et notamment celles de notre Etat—sucre, coton et le riz. Nous condamnons également nos représentants au Congrès pour l'organisation que nous condamnons.

Nous n'avons pas vu la nécessité de nous surprise

LA DERNIERE CONVERTIE DÉMOCRATIQUE

à Baton Rouge ignorer entièrement la question de protection aux industries, et, par sa présence, donner son approbation au Président, Cleveland, donc la preuve manifeste de sa sympathie pour les tendances pro-anglaises de son administration, si cordiale accueil au Président, Cleveland, donc

Croyant qu'il est du devoir du gouvernement national et du gouvernement d'Etat de favoriser national et de protéger les intérêts agricoles, manufacturiers ainsi que ceux de l'Etat, nous turiers ainsi que nous efforts pour obtenir une législation qui sauvegarde le principe américain de la protection pour toutes nos industries, en dehors de toute considération de parti, de place ou de localité dans le temps et dans le temps, et qui tende à développer et assurer au travail et au capital leurs droits et à les protéger contre la concurrence et l'intervention étrangères.

Nous dénonçons comme complète contradiction et fausseté des garanties données avec l'esprit et l'essence ne et quinzième amendements à la Constitution des Etats-Unis les mesures et les prescriptions des Etats-Unis les mesures et les prescriptions du gouvernement d'Etat dans les affaires politiques dans la mesure en vigueur et de affaires politiques dans la mesure en vigueur et de but avéré de fait d'élection corruptrice dans le but avéré de fait d'élection corruptrice dans le but avéré de dangereuse dénie de libres citoyens américains.

Nous nous portons comme garants de l'adoption par le parti républicain d'une administration économique; nous condamnons le système en vertu duquel le parti démocratique a obtenu le pouvoir sur cette île faisant voter par le corps législatif—sur cette île faisant voter par le corps législatif—des allocations inexplicables, injustes, hors proportion avec les revenus de l'Etat et hors de toute proportion avec les revenus de l'Etat et hors de toute proportion avec les revenus, le règlement de la Dette d'Etat, tel qu'il a été reçu par la Constitution de l'Etat et déclarant que le règlement au nouveau de la dette soit fait pour le règlement ment appliqué au but—surplus de la somme requise, et que la somme qui dépasse le montant requis, et que la somme qui dépasse le montant requis, soit affectée et consacrée à amortissement de cédé et servie à l'extinction de cédé et servie à l'extinction de la dette—et soit affectée et consacrée à amortissement de la dette—et soit affectée et consacrée à amortissement par le rachat des bons—Etat.

Nous insistons sur une administration et la protection de nos intérêts publiques dans toute l'étendue de l'Etat et nous nous engageons à apporter toute notre influence pour obtenir les fonds publics qui sont toujours insuffisants et les fonds publics qui sont toujours insuffisants et les atteindre et les régulariser de telle sorte que notre atteindre et les régulariser de telle sorte que notre population soit toujours protégée contre les exactions population soit toujours protégée contre les exactions et les dépenses de ses tributaires.

Inondations du mississippi—Le bill des Congrès qui alloue la somme de $15,000, chiffre absurde, insuffisant pour la somme de $15,000, chiffre absurde, insuffisant pour tériers des Stations d'ingénieurs dans les différentes des Stations d'ingénieurs dans les différentes levée Rive. Nous recommandons à notre Législature levée Rive. Nous recommandons à notre Législature d'Etat d'y ajouter la somme nécessaire pour d'Etat d'y ajouter la somme nécessaire pour atteindre le chiffre de $25,000 et de prier à notre atteindre le chiffre de $25,000 et de prier à notre pour obtenir l'adoption du Bill d'instruction de pour obtenir l'adoption du Bill d'instruction de Blair.

Nous applaudissons à grand cœur l'immigration dans notre Etat, mais nous condamnons l'importation des travailleurs liés par un contrat, ce portation des travailleurs liés par un contrat, ce qui tend à abaisser les salaires des nôtres et à priqui tend à abaisser les salaires des nôtres et à priver ces derniers d'un emploi qu'ils occupent ver ces derniers d'un emploi qu'ils occupent maintenant.

Nous condamnons l'usage de la loterie des "convictes" en dehors des limites de la prison et nous demandons qu'on en use le moins possible en concurrence avec le travail libre.

Le parti républicain est le parti des travailleurs et cherche, avant tout, à protéger le labeur de ces derniers contre la concurrence du travail des esclaves, des peons, des ouvriers contractés et des étrangers importés. Pour arriver à ce but nous nous engageons à ne voter que pour ceux qui croient que le travail américain reçoit la protection qu'il mérite.

Nous dénonçons les grèves comme funestes et produisant l'anarchie; nous recommandons la conciliation qui doit intervenir entre le capital et l'ouvrier, et nous employé chez toute nation civilisée, pour ajuster les différends entre les patrons et les ouvriers.

Nous invitons nos concitoyens de la Louisiane, sans distinction de parti, à coopérer avec nous au maintien des lois et des autorités de l'Etat établies par le peuple souverain, et nous soumettons avec